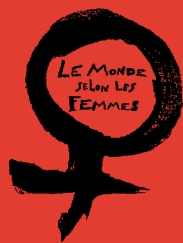


Palabre^a_eS



N°4 • 1999



« Le droit d'avoir des droits »

Palabr^aeS



N°4 • 1999

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRE/AS
- LA FONDATION IDEAS (CHILI)
- GRAAL (PORTUGAL)
- PROMOFEMMES (BURKINA FASO)
- IFFI (BOLIVIE)

Présentation de :

- LES FEMMES ET LA DÉCENTRALISATION - APDF (MALI)
- LA DÉCLARATION DES DROITS HUMAINS SELON LE GENRE CLADEM (AMÉRIQUE LATINE)

Le réseau Palabras :

- LA RENCONTRE DU RÉSEAU (NOVEMBRE 98)
- INFORMATION

Éditrice responsable : Hélène Ryckmans

Groupe de travail du projet Raconter et Écrire :

Carmelina Carracillo, Gladys Cifuentes, Poupette

Choque, Namur Corral,

Marcela de la Peña, Isabelle Jacquet,

Patricia Muñoz

Illustration de couverture : Claire Hilgers

Illustrations intérieures et mise en page : © Clarice

Photos : p4 IDEAS, p12 GRAAL, p20 Promofemmes,

P28 et 34 IFFI, p38 Marcela de la Peña, p48 Beatriz

Villegas

Scannage : Janvier Nahimana

Traductions pour ce numéro : Flavia Fiabane, Anabelle

Pereira

Imprimerie : Editions Rencontres asbl

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis
la réalisation de ce numéro !

ÉDITORIAL

Le droit d'avoir des droits

Actrices clés dans le développement de nos sociétés, les femmes demeurent néanmoins peu visibles dans la vie politique. En effet, malgré les acquis obtenus et en dépit des grands discours préconisant la parité, les rênes du pouvoir restent entre les mains des hommes. Pourtant, **les femmes ont leur place dans la gestion de la chose publique.**

Alors que les femmes sont peu représentées dans les instances de décision politique, comment peuvent-elles faire entendre leur voix, faire reconnaître leurs revendications pour que la vie tourne autrement, pour que leurs préoccupations soient prises en compte dans les décisions, pour qu'enfin les femmes participent à **la prise de décision au premier plan et non pas en coulisses ?**

Les femmes s'expriment, se montrent et agissent. Le champ du politique, à travers les élections et la représentation démocratique, est le premier où cette implication peut être mesurée. Mais n'oublions pas le travail mené pour transformer les lois, en ville, dans les villages, au niveau local ou international ; tout le travail pour faire changer le quotidien et les rapports de domination qui bien souvent répartissent inégalement les tâches entre les hommes et les femmes.

Les femmes sont essentielles dans la construction politique des sociétés . Si elles s'expriment comme citoyennes du monde, elles sont des actrices du changement social et économique. Leur exclusion des débats publics empêche que soient reconnus leurs droits, ceux qui correspondent aux charges et aux responsabilités qu'elles assument massivement dans la vie quotidienne. Le droit d'avoir leur mot à dire, de convaincre, d'avoir une place, de marquer de leur spécificité de femme les débats publics, ce droit est fondamental. Les femmes développent des espaces d'expression politique et sociale collectifs, trouvent des relais. Elles arrivent ainsi à proposer des changements concrets dans la vie quotidienne, domaine clé où la lutte pour "choisir ou subir" continue d'être menée. Ce qu'elles veulent, c'est que leur soit reconnu entièrement "**le droit d'avoir des droits**".

Mais comment faire reconnaître la **citoyenneté des femmes au quotidien ?** Des possibilités existent dans des activités de formation et des actions de lobby qui cherchent à donner davantage d'arguments aux femmes dans leurs luttes et à renforcer les mouvements sociaux auxquels elles participent.

Les actions de formations visent à la conscientisation sur les lois existantes et

sur les principes de la démocratie représentative.

Au Burkina Faso, grâce à un appui-conseil de PROMOFEMMES en matière juridique, des femmes peuvent faire reconnaître leur existence légale, faire ainsi valoir leurs droits dans le mariage ou l'héritage et s'exprimer en tant que citoyennes en allant voter.

Les actions de sensibilisation suscitent aussi des interpellations sur le modèle de société et les choix que nous faisons au sein de nos couples, de nos familles, de nos communautés. Ainsi au Portugal, le GRAAL permet que s'engage une réflexion sur les rôles prescrits aux hommes et aux femmes par les modèles culturels et confortés par la division du travail et des tâches. Au Chili, IDEAS propose des **formations** aux jeunes femmes leaders pour renforcer leurs capacités de prendre la parole, de s'exprimer, mais aussi pour anticiper une prise de conscience sur l'inégalité dans les rapports de Genre, inégalité qui augmente avec l'entrée dans la vie active et avec la maternité. Les femmes leaders sont comme une courroie de transmission des idées, qui iront renforcer les mouvements dans lesquelles elles travaillent. Au Mali, l'APDF veut donner des outils aux femmes, dans le cadre de la décentralisation, pour faire entendre leur point de vue, en toute autonomie. En Bolivie, IFFI aide les femmes dirigeantes à participer au développement local en organisant des formations et en renforçant leur poids dans les comités de quartiers et les associations de base.

Les actions de lobby se manifestent particulièrement en vue de garantir la mise en œuvre des engagements solennels pris par les Etats lors de la Conférence de Beijing. Dans la plupart des pays du monde, des comités nationaux restent vigilants pour pousser les gouvernements à avancer dans la voie qu'ils ont eux-mêmes choisies en 1995. D'autres actions, comme celle du CLADEM, au Pérou, viennent susciter auprès des Nations Unies une réflexion sur la déclaration des droits humains, qui serait "autre" si elle était faite dans l'optique de l'égalité des sexes. Cette déclaration ne tient pas compte du fait que les droits des femmes (notamment) y sont restreints, car elle part d'une conception de l'être humain masculin, occidental, blanc, adulte, hétérosexuel et nanti. Le GRAAL propose au législateur des actions concrètes pour changer le modèle dans lequel le travail et l'économie prennent la place du social et relèguent les individus au seul statut de producteurs. IDEAS, avec d'autres au sein du "groupe d'initiatives femmes" rappelle au gouvernement chilien ses engagements pour l'égalité des chances aux femmes.

Toutes ces actions amènent de plus en plus de femmes à développer leur capacité d'analyse. Elles leur permettent de **comprendre la réalité globalement, en regardant à la fois le paysage privé (celui de l'univers domestique) et celui ouvert sur l'espace public.**

Le Monde selon les femmes

LA REVUE ET LE RÉSEAU PALABRAS/ES



Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs "possibles". Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire.

L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la "palette" de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

Objectifs du projet

LE PROJET VISE TROIS OBJECTIFS :

- 1 . la diffusion d'expériences concrètes de groupes de femmes auprès d'un large public ;
- 2 . l'apprentissage et la connaissance mutuelle, afin de créer des synergies entre groupes de femmes grâce à des récits croisés ;
- 3 . la mise au point d'outils d'animation (pour l'éducation au développement et les formations) sur Genre et développement.

LE PROJET A TROIS COMPOSANTES :

- 1 . la publication d'une revue, éditée en même temps en français et en espagnol. Le Monde selon les femmes a déjà publié quatre numéros thématiques de la revue Palabras : le n° 0 sur les violences contre les femmes ; le n° 1 sur l'agriculture durable ; le n° 2 sur l'emploi ; le n° 3 sur la santé et les droits reproductifs ;
- 2 . la mise en place progressive d'un réseau d'échanges et de contacts ;
- 3 . l'organisation de rencontres entre les associations participant au projet.



IDEAS travaille à l'approfondissement de la démocratie à travers la formation, la sensibilisation et le renforcement des organisations de la société civile.

IDEAS anime notamment une école pour jeunes femmes leaders

Contact

Elisabeth Rubio

IDEAS

Initiatives pour la démocratie, l'éducation et l'action sociale

Almirante Riveros 033 – Providencia

Casilla 318 – Correo 22

Santiago – Chili

Tél 56 2 222 24 25 ou 635 30 3

Fax 56 2 222 07 71

E mail funideas@entelchile.net

Ideas IDEAS

(Chili)

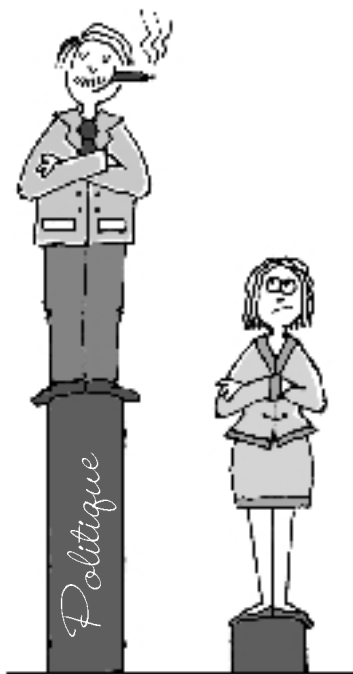
La citoyenneté des femmes au Chili : récupérer la démocratie perdue

Ideas Voilà 50 ans que les femmes chiliennes ont obtenu le droit d'élire et d'être élues. L'obtention du vote des femmes fut le résultat de la lutte des sufragettes. Bien que d'options politiques différentes, elles se sont regroupées autour d'une plate-forme politique commune, dont la principale revendication était le droit de vote, afin d'aboutir à la pleine citoyenneté des femmes. Grâce au vote, les femmes ont pu participer de plus en plus à l'élection de leurs représentants, même si ce droit ne s'est pas traduit, dans les faits, par une plus large représentation des femmes dans les espaces de prise de décision politique du pays.

Ce grand mouvement des femmes en faveur du vote s'est peu à peu effacé pour resurgir à nouveau, trente ans plus tard seulement, autour d'une revendication commune : récupérer la démocratie perdue en 1973 avec le coup d'état de Pinochet. Dans les années quatre-vingts, le mouvement des femmes assume un rôle prépondérant dans la lutte pour récupérer la démocratie et pour le respect des droits humains. Le programme des femmes était beaucoup plus vaste, et comprenait le changement des relations de pouvoir entre hommes et femmes ainsi que l'égalité des chances dans tous les domaines touchant aux affaires nationales. La revendication principale autour de laquelle s'est regroupé ce mouvement de femmes fut "démocratie dans le pays et à la maison". Une grande partie de ces revendications a été reprise dans le programme politique du nouveau gouvernement démocratique, qui créa le SERNAM (le service national de la femme) pour la mise en œuvre de ces revendications.

Les femmes rarement présentes en politique

Ideas De nos jours, les femmes sont présentes dans la vie économique du pays, dans les milieux académiques, dans les ONG, dans les administrations, dans la culture... Néanmoins, cette présence ne se reflète pas dans les postes publics de décision et de représentation populaire. Le droit des femmes à être élues ne se traduit pas par une pratique de l'égalité des chances qui permette aux femmes d'accéder



La femme en politique au Chili

à des postes publics dans les mêmes conditions que les hommes. Les femmes chiliennes sont très rarement présentes au sein des pouvoirs exécutif et législatif : seules trois femmes font partie du gouvernement, ce qui représente 16 % du total des ministres. Au niveau législatif, la chambre des députés compte 13 femmes sur un total de 120 membres (9 %). Au Sénat, il n'y a que 2 femmes sur 48 sénateurs (4 %), alors que les femmes chiliennes représentent 51 % de la population, et que 53 % des votes proviennent de femmes. Les femmes élues obtiennent le plus grand nombre de voix de tout le pays. Les femmes votent pour les femmes, mais encore faut-il qu'elles soient sur les listes électorales !

L'un des "produits" du fameux modèle néo-libéral à la chilienne, est que, de nos jours, la mobilisation sociale n'existe plus : il existe une grande apathie face à la participation aux organisations sociales et politiques, les femmes n'ont plus d'agenda commun, et il n'existe plus de grand mouvement de femmes comme dans le passé. Les obstacles pour que les femmes accèdent à une citoyenneté totale sont très difficiles à surmonter dans le Chili actuel. Par ailleurs, l'une des politiques du SERNAM, le "plan d'égalité des chances 1994-1999", n'a pas obtenu le succès espéré. Ce plan a des objectifs concrets, mais il n'est pas obligatoire : son application reste donc dépendante de la bonne volonté des responsables du gouvernement. A l'heure actuelle, ce plan n'a été appliqué qu'au sein du Ministère de Biens Nationaux, dirigé par une femme, très sensible d'ailleurs au thème de la discrimination du Genre.

A partir des ONG, de grands efforts sont faits pour avancer vers l'exercice de la pleine citoyenneté des femmes. A IDEAS nous travaillons pour la tolérance, pour la non-discrimination et pour l'approfondissement de la démocratie, par la formation, la sensibilisation et le renforcement des organisations de la société civile .

Le Groupe d'Initiative "Femmes"

Idées IDEAS fait partie du Groupe d'Initiative "Femmes", au sein duquel nous sommes parvenues à la signature d'un acte d'engagement du gouvernement visant à relancer la participation féminine dans les instances publiques. Cet accord comporte les points suivants :

- ☛ que les partis politiques octroient plus d'importance au vote des femmes (vote qui est majoritaire) ;
- ☛ que les partis politiques incorporent des candidatures de femmes dans les listes ;
- ☛ que les revendications des femmes soient insérées dans les programmes des partis politiques, et plus particulièrement les revendications relatives aux jeunes ;
- ☛ qu'un appui financier pour la campagne politique des femmes soit octroyé, et que les média rendent plus visible le rôle des femmes leaders.

Le programme "Femme et citoyenneté"

Idées Un autre de nos programmes, "femme et citoyenneté", cherche à promouvoir la participation des femmes dans les instances de décision des différentes organisations sociales et politiques du pays. C'est à travers le réseau de femmes leaders et par l'école de leadership pour les jeunes femmes que nous cherchons à promouvoir la participation socio-politique des femmes, ainsi que l'exercice de leur citoyenneté.

Nous travaillons dans trois directions :

- ☛ pour une **plus grande participation sociale et politique des femmes** ;
- ☛ pour la **promotion de la connaissance et l'exercice des droits** ;
- ☛ pour le **renforcement des capacités de direction politique des femmes.**

Nous voulons que les femmes prennent conscience qu'elles ont des droits, qu'elles doivent les connaître et les défendre, qu'elles doivent lutter contre la discrimination dans l'accès aux instances de décision publique et politique. A cet effet, nos stratégies ont été de **lancer** un projet de loi de quotas pour les femmes sur les listes électorales et aux postes dirigeants des partis politiques, **d'avancer** dans le débat sur le financement public des campagnes politiques, **de renforcer** les organisations sociales en insérant la perspective de Genre et en mettant en œuvre des cours visant à enseigner aux femmes à diriger, en politique.



Le réseau des femmes leaders

Idées La stratégie utilisée pour le travail du réseau comprend des séminaires de formation et de débat politique entre des femmes dirigeantes et des femmes occupant des postes publics, l'élaboration d'une étude sur les actions positives mises en œuvre dans différents pays, l'élaboration d'une proposition de loi et le lobby envers les parlementaires (hommes ou femmes), pour la présentation du projet de loi de quotas à la Chambre. Nous travaillons dans les districts électoraux représentés par une femme, et nous renforçons le travail de ces députées en formant des femmes dirigeantes de ces circonscriptions. Cette formation a traité, entre autres, des droits civils et politiques des femmes, des stratégies pour lancer des propositions de lois à partir des organisations sociales, du lobbying envers les parlementaires, etc.

Il faut avoir clairement en tête que, quand une femme est élue, grandes sont les attentes de la population par rapport à son travail. On croit qu'elle va résoudre tous les problèmes de la circonscription. Pourtant le travail réalisé par ces femmes est très difficile, car elles sont presque seules, menant un combat difficile dans ce milieu profondément machiste qu'est celui de la politique. Ne pensez pas qu'une ou deux femmes parlementaires feront changer les choses au bénéfice de toutes les femmes : 30 ou 40 seront nécessaires pour qu'il y ait plus de propositions de loi favorables aux femmes et qu'elles soient approuvées. Mais au Chili, sans mesures légales qui obligent à incorporer des femmes dans les espaces de décision, nous continuerons d'être isolées, discriminées. Il ne faut pas simplement donner carte blanche aux femmes élues ; nous avons un grand nombre de parlementaires hommes qui ne servent en rien la cause des femmes parce que personne n'a contrôlé leur mandat.

Au niveau législatif, le peu de choses réalisées l'a été grâce aux femmes. Par exemple, la loi de violence dans la famille, c'est une députée qui l'a promue ; le projet de loi sur le divorce (dans le seul pays au monde qui n'ait pas légiféré en la matière !), c'est une femme qui le présente ; les lois sur l'égalité des enfants devant la loi, la loi sur la violence sexuelle, etc, ce sont encore les femmes qui les proposent ou qui les soutiennent.



Quand une femme est élue, on croit qu'elle va résoudre tous les problèmes

L'école de leadership pour les jeunes femmes

Leticia En ce qui concerne notre stratégie d'intervention, l'un de nos autres grands succès est l'école pour les jeunes femmes leaders, que nous organisons chaque année. Durant 5 mois, tous les samedis matin, des jeunes femmes dirigeantes de mouvements sociaux (mouvement étudiant, de jeunesse, écologiste, politique, religieux, etc.) viennent se former pour aller au-delà du rôle actif qu'elles jouent déjà.

Rosa, l'une de nos participantes affirmait : *"J'occupe le poste de présidente de l'association d'étudiantes du secondaire, et je me suis rendu compte qu'on me traite différemment parce que je suis une femme"* Citons aussi une anecdote intéressante : la première femme qui est parvenue à la Présidence de la Fédération des Etudiants de l'Université du Chili, Marisol Prado, était notre élève !



*Le on de leadership :
"Superwoman"*

Les cours abordent les thèmes suivants :

- le leadership,
- les nouveaux agents de changement (les jeunes, qu'ils soient hommes ou femmes),
- la perspective de Genre,
- les mouvements associatifs,
- des ateliers d'expression orale,
- des ateliers de résolution de conflits,
- des ateliers d'élaboration et d'évaluation de projets avec la perspective du Genre.

Des réunions avec des féministes occupant des postes dans le secteur public sont également organisées.

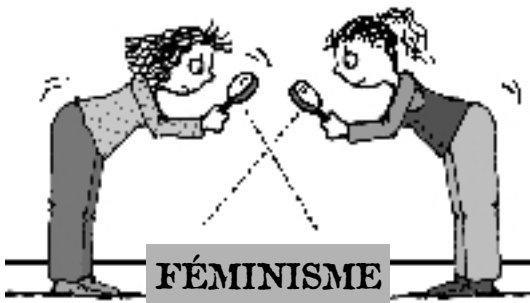
Comme l'a dit *Leticia* : *"Rencontrer des gens avec des problématiques sur le thème m'a fait me questionner sur le désir d'augmenter ma participation sociale et de connaître d'autres groupes. Je crois même que je vais faire partie d'un groupe politique"*.

Les cours sont donnés par des femmes et des hommes sensibles au thème du Genre. IDEAS est une organisation mixte reconnue pour son travail contre la discrimination des jeunes et des femmes, et qui, à partir des actions de renforcement de la société civile, se lie avec d'autres organisations sociales.

La priorité que s'est donnée IDEAS, de travailler avec les jeunes, part du fait que ces jeunes (garçons ou filles) participent avec enthousiasme quand ils disposent d'un espace où leurs opinions sont écoutées et valorisées. **Mabel**, l'une des jeunes filles sélectionnées pour faire partie de l'école s'est exprimée : *"l'école m'a permis de me rendre compte que j'ai une pensée qui m'est propre, et que je suis capable de l'exprimer face aux autres"*.

La sélection des participantes a été douloureuse, et toutes auraient dû être présentes, mais les ressources limitées auxquelles nous, ONG, sommes soumises, ne nous permettent pas d'accepter toutes les demandes : pour les 40 places qu'offre l'école, nous avons plus de 100 candidates !

En arrivant à l'école, les jeunes femmes sont très critiques par rapport au féminisme, elles pensent qu'il n'existe pas de différence de traitement entre les hommes et les femmes. Elles pensent qu'elles ne sont pas discriminées à cause de leur sexe,



Les jeunes femmes sont très critiques par rapport au féminisme

mais plutôt parce qu'elles sont jeunes. Au fur et à mesure que le cours avance, elles prennent peu à peu conscience de ces discriminations, elles se rendent compte des raisons pour lesquelles leurs revendications ne sont pas prises en compte par leurs collègues hommes, et elles admettent que c'est à elles de se battre contre la discrimination, à partir de leur espace d'action.

Donnons-leur la parole :

❖ **Marcela**, *"Déjà toute petite, je sentais une révolte naturelle face à certains traitements, mais je ne comprenais pas très bien pourquoi. Maintenant je comprends mieux la discrimination, l'école m'a permis d'en prendre conscience"*.

❖ **Cecilia**, *"J'étais consciente d'être discriminée, mais je ne me rendais pas compte de l'importance du thème"*.

❖ **Lorena**, *"Je vais créer un groupe de réflexion avec des jeunes femmes venant de différents lieux, sur des thèmes abordés dans cette école"*.

A la fin du cours, elles doivent présenter un travail de réflexion personnelle sur certains des thèmes vus à l'école ; on constate que 18 travaux ont traité du thème spécifique de la discrimination de la femme à partir de différentes perspectives (Genre, identité et développement personnel, concept de Genre, existence de la discrimination, participation politique des femmes, etc). Le défi que l'école s'est lancé est que les organisations dans lesquelles ces jeunes femmes travaillent, introduisent la perspective de Genre dans l'analyse et dans l'action, et que les femmes se renforcent mutuellement comme dirigeantes dans leurs espaces de participation.

☛ Par exemple, **Cecilia** nous dit : *"j'ai établi des contacts dans le cours et je suis restée avec d'autres jeunes de l'école pour faire des ateliers dans mon université, sur le thème de Genre ; je veux former un groupe de réflexion de jeunes femmes"* Nous pensons qu'il s'agit là d'une stratégie pour que la représentation des femmes dans les espaces de décision augmente, à partir de nouveaux leaderships.

☛ **Loreto** s'exprimait en ces termes : *"Le cours m'a fait réfléchir, et me rendre compte que diriger des groupes est une lourde responsabilité. J'ai besoin d'apprendre plus et je veux continuer à étudier"*,

☛ et **Rosa**, *"Je vais proposer au Conseil des Jeunes de la Municipalité de Santiago, que se crée un espace spécifique pour les jeunes femmes, où nous puissions débattre de nos problèmes et suggérer des propositions de travail"*.

IDEAS a choisi de travailler avec des jeunes parce qu'ils représentent le futur. Renforcer la citoyenneté est un défi. Ce sont les jeunes qui devront introduire les changements nécessaires pour construire une société démocratique, tolérante et qui offre des chances égales pour tous.

Nous ne prétendons pas transmettre un modèle figé de démocratie ou de féminisme, c'est à eux/elles de les définir d'après leurs propres expériences. Mais nous croyons aussi que la transmission des expériences des adultes est un défi d'une extraordinaire richesse.

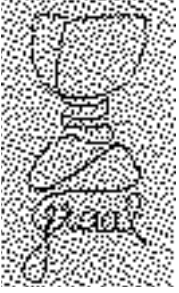


Le GRAAL a organisé des auditions publiques sur les manières de concilier vie familiale et vie professionnelle. Elles ont été l'occasion pour la société civile de s'exprimer, de faire entendre son expérience et de suggérer des mesures. Il s'agit donc d'un acte d'exercice de la démocratie tout à fait différent des mécanismes auxquels nous sommes habitués par la démocratie représentative

Contact

Margarida Santos
GRAAL
Rua Luciano Cordeiro. 24 - 6ºA
1150 Lisbonne – Portugal


Tél 351 1 354 68 31
Fax 351 1 314 25 14



GRAAL


(Portugal)

Le Graal

 Le Graal est une organisation internationale de femmes, enracinée dans la foi chrétienne et engagée dans la transformation du monde vers une communauté globale de justice et de paix. Il a été fondé aux Pays-Bas, pendant les années 20, par un petit groupe d'étudiantes, convaincues qu'il fallait rendre visibles et opérationnelles les capacités des femmes.

Répandu sur tous les continents sous des formes diverses, le Graal considère toujours que **la construction du futur ne peut se passer de la contribution des femmes**. Il favorise donc les opportunités de stimuler et appuyer des groupes ou des initiatives dont les femmes sont effectivement les protagonistes.


La globalisation effective : soigner l'avenir

 L'intervention dans la société civile est un aspect central dans la vie du Graal. Ainsi, en juillet 98, 52 participantes de 19 pays se sont retrouvées autour du thème **Le courage de "soigner" l'avenir - les femmes face à la globalisation**. Nous voulons montrer l'urgence de réagir à l'individualisme et à la violence par le développement d'une "culture du soin" pour les générations futures et pour la vie de la planète. En fait, il s'agit de faire face au processus de globalisation en poursuivant et en développant l'organisation de réseaux, de projets et de programmes qui participent à la lutte contre la pauvreté, la discrimination et l'analphabétisme socio-économique, la construction d'une nouvelle éthique globale et d'un futur souhaitable.

A travers nos activités, il s'agit de stimuler le sens d'identité des femmes et de favoriser le sentiment d'appartenance à leur communauté et au monde. Ce sont là des conditions fondamentales pour que les gens reprennent le pouvoir d'agir sur leur vie. Rendre cela possible est donc, aujourd'hui, une priorité.

Nous avons un programme d'action qu'on pourrait résumer en deux mots : **intensifier la citoyenneté**.

Le pouvoir d'agir sur sa vie


 Au Portugal, le Graal a 40 ans. Tout au long de ces 40 ans, nous avons multiplié les espaces de réflexion et les moyens d'intervention, à la recherche de nouveaux modèles de vie en société et en croyant toujours au rôle irremplaçable des femmes dans cette tâche.

Il y a eu, dans les années 60, les campagnes d'alphabétisation selon la méthode de Paulo Freire, des camps des vacances, des groupes de jeunes, des soirées culturelles où se développait une dimension communautaire et où l'on découvrait la situation sociale et politique. Ensuite, dans le pays qui renaissait en Avril 74 à la chute du pouvoir totalitaire, des "équipes mobiles" ont parcouru le pays, en développant un travail d'éclaircissement et de formation, en appuyant les projets des femmes en milieu rural et la formation d'animatrices locales. Les années 80 ont vu naître notre centre, le Terraço, un espace de rencontre, de réflexion et d'intervention dans la ville de Lisbonne. En 96, a démarré le projet "Pour une société active", en collaboration avec d'autres institutions, portugaises mais aussi italiennes dans le cadre d'un projet européen.

"Bien qu'il soit très difficile de concilier les horaires de toutes les activités, maintenant, même si on me payait le double de ce que je gagne par mon travail pour rester chez moi, je n'en voudrais pas j'ai passé tant d'années à la maison que je n'en pouvais plus".

Gilena, fonctionnaire, immigrante, mariée, 7 enfants et 3 petits-enfants.

Le Projet "Pour une société active" : concilier ses responsabilités professionnelles et familiales

 Ce projet vient répondre à une préoccupation très concrète : un nombre sans cesse croissant de femmes, et d'hommes aussi, est confronté à l'obligation d'assumer des tâches très souvent incompatibles, entre le travail et la famille. Nous voulons rechercher, à travers un grand débat, de meilleures conditions pour concilier les responsabilités professionnelles et familiales.



L'quipe du Graal au travail

La conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle est un droit et un devoir pour tous, mais c'est également une obligation de l'État. Il n'y a pas, pour - tant, de solutions toutes faites... Et, à la fin de ce siècle et face à un monde qui se redéfinit, il faut bien se demander :

- ❖ comment vivons-nous, dans notre vie personnelle, la compatibilité entre la vie familiale et l'organisation du travail, et quels changements structurels s'imposent ?
- ❖ comment envisageons-nous la participation solidaire des hommes et des femmes aux responsabilités familiales et professionnelles ?
- ❖ comment redéfinissons-nous le concept de travail pour qu'il soit plus flexible du point de vue économique et du point de vue social?

"Qui sommes-nous à la fin d'une journée de travail? Quel être reste en nous quand nous arrivons chez nous? Et quelles tâches nous attendent eneo? Quel temps nous reste-t-il pour la tendresse".

Maria, correctrice graphique, mariée, deux enfants.

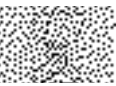
Nous constatons en effet des difficultés quotidiennes. Au niveau social, les stéréotypes sont tellement intériorisés en ce qui concerne les comportements et les attitudes, dans la famille et le travail, qu'il est difficile de modifier les mentalités des hommes et des femmes. En ce moment, dans les entreprises en particulier, la difficulté s'accroît car la "culture d'entreprise" est très défavorable à la vie privée et les employé-es doivent systématiquement travailler au delà des horaires de travail fixés.

"Je me rappellerai toujours l'angoisse d'une collègue essayant de contenir ses larmes dans une réunion importante, convoquée sans préavis et prolongée au delà de toute attente : sa fille de sept ans l'attendait toute seule à la porte de l'école".

Nina, architecte, divorcée, une fille.

Pour assurer la sensibilisation sur ces questions, nous avons publié un Manifeste et réalisé deux auditions publiques.

Le Manifeste : notre mode de vie n'est pas irrémédiable

 Nous avons rédigé notre Manifeste **Notre mode de vie n'est pas irrémédiable** à partir d'un ensemble d'interviews, et par un travail de l'équipe du projet avec des petits groupes dans des entreprises, des écoles, des coopératives, des associations culturelles, avec des jeunes, des personnes âgées... Publié en juin 1997 dans un quotidien à grand tirage (*Diario de Noticia*), il a été tout de suite signé par près de 130 personnalités publiques, des milieux sociaux, culturels, politiques et des entreprises. Il a aussi été signé par des citoyens dans tout le pays.

MANIFESTE

NOTRE MODE DE VIE N'EST PAS IRRÉMÉDIABLE !

Aujourd'hui, concilier la vie familiale et privée avec la vie professionnelle et publique est un enjeu-clé pour une organisation plus juste de la société et la condition essentielle pour que se réalise une vraie démocratie.

Pour combien d'entre nous, femmes et hommes, la compatibilité des responsabilités familiales et des responsabilités professionnelles est-elle une préoccupation constante, un effort répété au jour le jour, si épuisant qu'il éteint presque notre désir de changement ? Est-il suffisant d'appliquer remèdes et solutions à une organisation sociale pré-déterminée, définie plus à partir du possible que du désirable, ou bien faut-il remettre en cause le modèle de société auquel nous sommes arrivés ?

Il est indispensable de changer la manière dont nous pensons et d'interroger notre mode de vie

- ☒ Ne faut-il pas s'interroger sur le fait, si commun, que les hommes se sentent obligés de construire leur vie autour de leur profession et que les femmes pensent qu'elles sont les seules à être compétentes pour s'occuper de la famille ?
- ☒ N'y a-t-il pas d'alternative à une vie quotidienne qui donne trop de valeur à l'emploi et si peu à la vie familiale et au côté intime de la vie, ce qui entraîne un déficit de tendresse pour les hommes et d'espace d'intervention pour les femmes ?
- ☒ Ne faut-il pas interroger l'acceptation tacite d'un contrat social qui attribue aux hommes les responsabilités de la sphère publique et aux femmes les obligations de la sphère privée ?

Il est indispensable de continuer à interroger les rôles sociaux traditionnellement attribués aux femmes et aux hommes

- ☒ Pourquoi ne pas revoir et réorganiser notre mode de vie en fonction d'un réel partage entre femmes et hommes dans la vie familiale et les tâches ménagères, dans la vie professionnelle, civique et politique ?
- ☒ Faut-il que les options familiales supposent, pour les femmes, absentéisme forcé, privation d'un parcours professionnel régulier et de l'accès à des postes de prise de décision ?
- ☒ Faut-il que les options professionnelles impliquent pour les hommes d'être privés d'accompagner la croissance de leurs enfants, à des phases décisives, et aussi l'absence de responsabilité concernant les tâches ménagères ?

☒ Pourquoi ne pas oser s'interroger sur l'attribution des rôles, en considérant les multiples phases tout au long du cycle de la vie, en respectant les talents et les choix de chacun, et l'énorme diversité parmi les personnes ?

Il est indispensable d'établir pour toutes les personnes une égalité des chances dans la participation à la vie politique et privée

☒ Est-il impossible d'interpeller le modèle actuel de l'organisation du travail qui, après tout, désorganise nos vies, sacrifie notre famille et nos loisirs pour garantir l'emploi ?

☒ Est-il inévitable d'exclure les personnes elles-mêmes, les privant d'emploi et de revenu, d'un espace significatif d'interaction sociale, d'auto-estime et de dignité ?

☒ Faut-il accepter que les femmes soient assujetties à des attitudes discriminatoires dans le monde du travail, à l'ingérence dans leur vie personnelle et familiale, et qu'elles soient si souvent obligées de remettre à plus tard la maternité à cause des conditionnements imposés par le système ?

☒ Pourquoi continuer à accepter une idée du travail qui confond travail et emploi et ne valorise pas le travail "invisible" effectué particulièrement par des femmes dans le domaine du privé et qui décourage de plus en plus le travail réalisé par des femmes et des hommes en régime de volontariat ?

☒ Pourquoi ne pas rendre valable, socialement et économiquement, le travail développé au niveau des soins vis-à-vis des défavorisés, des enfants et des personnes âgées ?

☒ Pourquoi ne pas chercher une nouvelle relation avec le travail en articulation avec les intérêts, les besoins et les désirs des femmes et des hommes, ouverte à l'initiative et à la créativité et que cette nouvelle relation nous rende notre propre temps ?

Il est indispensable d'arriver à une nouvelle compréhension du travail qui prenne en compte la convulsion sociale que nous vivons

☒ Est-il vraiment possible d'arriver à une conciliation sans un changement radical de l'organisation de la vie familiale et de l'organisation du travail ?


☒ Combien sommes-nous, femmes et hommes, qui sommes arrivés à n'imaginer qu'intimement des solutions à notre quotidien et qui n'osons nous risquer à faire passer, ensemble, nos rêves dans la réalité ?

Les changements arrivent par décision des instances de pouvoir et par la force de la volonté des femmes et des hommes.

"C'est vrai qu'il y a des lois de protection de la maternité, mais j'ai bien vu ce qui s'est passé avec mes collègues les mêmes tâches à accomplir en moins d'heures pour celle qui allaitait, le recommencement immédiat des heures supplémentaires et des nuits. Vouloir accompagner un bébé en croissance et continuer sa carrière de cette façon, ce sont des souhaits qui ne sont pas conciliables".

Cesaria, médecin, mariée, deux filles.

Les auditions publiques

 La réalisation d'une audition publique garantit une diversité des propositions et l'engagement des participant-es pour élaborer et mettre en œuvre les solutions trouvées.

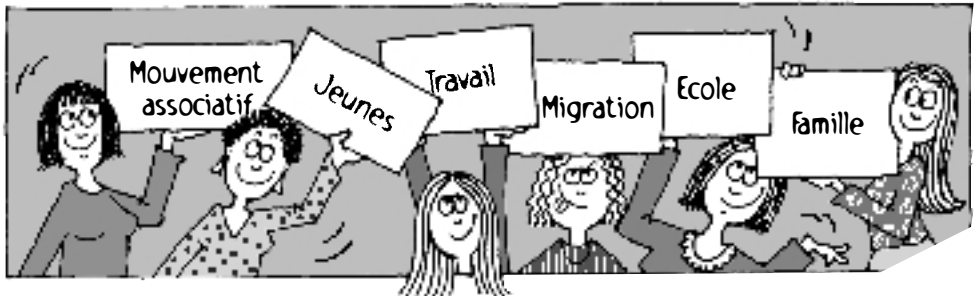
Nous avons réalisé deux auditions publiques en avril 98 : la première au nord du pays (à Ovar), la seconde à Lisbonne. A travers les 30 témoins qui ont raconté leur vie et leurs expériences, nous avons réuni différentes perspectives sur la (ré)conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale. Au delà du témoignage de leurs vécus, les témoins ont contribué, par des suggestions et des mesures concrètes, à la recherche de solutions à ce problème.

Les témoignages ont porté sur six thèmes : les jeunes, le travail (y compris les syndicats et les "entreprises amies de la famille"), le mouvement associatif, l'immigration, l'école et l'expérience en famille. Sept experts ont posé des questions après l'audition des témoins de façon à clarifier et à approfondir les témoignages.


"Je veux pouvoir comptabiliser tout ce qui me réalise comme femme, mère, citoyenne, activiste ; etc. Je veux avoir du temps pour moi, pour ma vie, pour mon espace de loisir, de paix, de rencontre avec moi-même".

Lurdes, étudiante et travailleuse, célibataire.

Environ 500 personnes ont assisté aux deux auditions publiques et nous avons réussi à attirer l'attention d'un public plus vaste, via les journaux et la radio.




Auditions publiques et citoyenneté

 Une audition publique est une occasion pour la société civile de s'exprimer, de faire entendre son expérience et de suggérer des mesures. Il s'agit donc d'un acte d'exercice de la démocratie tout à fait différent des mécanismes auxquels nous sommes habitués par la démocratie représentative.

Les personnes qui ont participé à la réalisation des auditions publiques ont souligné :

"il est très significatif que l'approche de la problématique comment concilier la vie familiale et professionnelle" se soit basée sur l'expérience (par opposition à une simple discussion d'idées). Cette voie expérientielle semble être le seul efficace de produire des changements - car ce qui compte c'est la capacité de trouver des alternatives pratiques, de préparer des changements concrets de façon à que notre mode de vie ne soit pas irrémédiable".

Des mots qui changent la vie

 Par ailleurs, la préparation des auditions publiques et la réalisation de chaque séance a engagé les participant-es dans un processus de prise de parole qui est, en fait, une prise de conscience. Chaque personne qui dit son problème n'est plus seule, elle fait le tour de la situation avec d'autres qui ont des problèmes semblables, elle suggère des mesures qui pourraient changer l'état des choses, elle voit, à côté d'autres, qu'il y a peut-être des solutions possibles.

Les auditions publiques ont donc été une occasion de renforcer le pouvoir (empowerment) des personnes qui y ont participé : or, pouvoir être, penser et agir est vraiment la condition de citoyenneté.

Nous avons ensuite réuni et présenté auprès des institutions politiques compétentes un ensemble de mesures qui contribuent, à différents niveaux, à la prise de décision des pouvoirs publics. Ces derniers mois, au Portugal, il y a eu une série d'actions au niveau de la législation et des résolutions gouvernementales (la législation portugaise est une des plus développées d'Europe à ce sujet). Nous prévoyons de nouvelles auditions publiques dans d'autres régions du pays.

Le fait que ces questions soient posées et que les hommes et les femmes n'acceptent plus de la même manière de subir les résultats d'un manque de conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale pour les hommes et les femmes, c'est déjà un signe de changement...



PROMOFEMMES cherche, au-delà de l'alphabétisation, sensibiliser les femmes sur leurs droits. Les femmes analphabètes ne connaissent pas leurs droits et Promofemmes utilise le théâtre-forum pour les y sensibiliser

Contact

Clémentine Ouédraogo

Promofemmes

2277 Avenue Houari Boumediène

01 BP 2532 Ouagadougou 01 – Burkina Faso

Tél / Fax 226 31 30 52

E mail promo-femmes@fasonet.bf



Promofemmes

(Burkina Faso)

L'origine



En 1980, un groupe de femmes est né pour vulgariser et promouvoir le sport féminin. L'Association pour la promotion du sport féminin (ASPF). Dix ans plus tard, en mars 1990, suite à une réflexion sur la problématique de la femme burkinabè, l'association a décidé de s'impliquer dans les actions de développement. On a changé la dénomination, on ne fait plus de sport. Toutes celles qui veulent pratiquer le sport, on les oriente vers les centres où elles peuvent pratiquer le sport de leur choix.

L'accent principal maintenant, c'est le développement de la femme, et notre objectif est la promotion et le plein épanouissement de la femme et de la jeune fille.

Comprendre grâce aux vieux



Nous causons avec les vieux, les vieilles pour essayer de comprendre pourquoi il existe certaines attitudes des hommes par rapport à leur femme. Les vieux essaient de justifier ces attitudes. Alors, nous leur demandons : "A partir du moment où on s'aperçoit que telle ou telle action n'est pas une bonne chose, qu'est-ce qu'il faut faire ?" C'est la base de la discussion. Après, c'est ensemble, avec les villageois, qu'on essaie de trouver les solutions. Par exemple, quand on demande aux vieux : "Pourquoi est-ce que l'homme bat sa femme ? Pourquoi est-ce toujours l'homme qui est le patron ? Pourquoi la femme n'a-t-elle pas souvent voix au chapitre, alors qu'on sait que, sur l'oreiller, les couples discutent et que la femme conseille souvent son mari ? Pourquoi, quand il s'agit aujourd'hui dans le village de prendre la parole, d'agir, les femmes n'ont-elles pas le droit à la parole et à l'action ?" Les vieux ne peuvent pas répondre comme cela à une question, alors ils posent une autre question.

Voilà le genre de conversation :

- Puisque tu demandes qui, de l'homme ou de la femme, est plus, pourquoi il y a telle chose et telle chose, je te fais cette question entre le poussin, la poule et l'œuf, qui est plus que qui ?



Qui m'a trait de poule ?

- *Moi, je vous parle d'hommes et femmes ; vous me parlez de poulets, de poussins et d'œufs !*

- *Je te pose la question à toi, je te demande ton avis : qui peut plus que qui ? Qui a plus de pouvoir ?*

- *Mais là, c'est une chaîne ; l'œuf va devenir un poussin ; le poussin deviendra la poule ; la poule pondra l'œuf, donc c'est un cercle.*

- *Eh bien, c'est pareil. C'est la femme qui met au monde le garçon, le garçon devient un homme ; l'homme épouse la femme ; la femme met au monde un enfant qui sera une fille ou un garçon. Finalement, personne n'est plus que personne.*

- *Mais alors, si personne n'est plus que personne, pourquoi on vit cette situation ?*

- *C'est parce que nous, quand on est nés, on a trouvé cette situation, nos parents se conduisaient de telle manière avec leurs femmes et on nous a dit que cela a été planifié comme cela, pour qu'on puisse gérer la société. Donc, nous ne disons pas que c'est la meilleure chose, mais c'est ce que nos parents nous ont légué comme forme d'éducation et de façon de vivre.*

- *Mais, d'après vous, est-ce que vous ne pensez pas qu'on pourrait changer ?*

- *Oui, on peut essayer, oui, on peut toujours essayer. Dites-nous ce que vous pensez qu'on peut faire, on va essayer. On va voir, si cela marche bien, tant mieux si cela ne marche pas, on retournera à nos habitudes".*

La stratégie d'approche



Notre point de départ c'est que des femmes (après avoir entendu parler de ce que nous faisons, après avoir vu les réalisations dans les premiers villages que Promofemmes a encadrés) viennent d'elles-mêmes dire qu'elles veulent collaborer avec nous.

Une fois que ce besoin est exprimé et justifié, nous allons vers elles. C'est avec elles que nous faisons l'étude du milieu. Pour cette étude du milieu, tout le monde est pris en compte et participe. C'est-à-dire les femmes, les hommes, les enfants, les leaders, les préfets et les religieux, s'il y en a ; tout le monde est pris en compte dans cette étude du milieu. Nous utilisons des méthodes participatives. Une fois qu'on a fait cette étude, on explique ce qu'on a trouvé, on restitue les résultats d'abord au niveau des villages ensuite au niveau de Promofemmes.

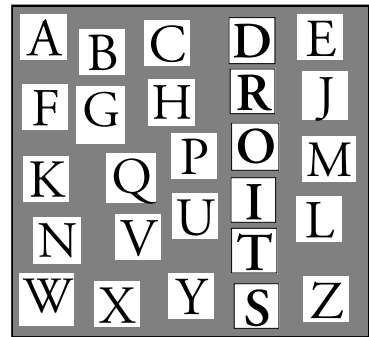
A Promofemmes, on fait venir deux personnes par village, on réunit tous les groupements que nous encadrons, on fait une restitution générale et après cette restitution, nous essayons de dégager les vrais besoins. Une fois les vrais besoins dégagés, on situe les responsabilités. Qui doit essayer de résoudre tel ou tel problème ? On recherche aussi s'il n'y a pas certains problèmes que les villages peuvent résoudre sans avoir besoin de nous. Parfois, il suffit de mettre un problème à nu pour que les villageois sachent et qu'ils disent : *"C'est tel problème qui engendre telle chose et voilà ce que nous pouvons faire"*.

De discussion en discussion, on arrive à mettre en pratique l'approche selon le Genre. C'est ainsi qu'on a découvert que le mot "droit", par exemple, n'existe pas dans la tradition. **Le "droit", cela n'existe pas**. Alors il y a des vieux qui nous ont trouvé un mot, une façon de dire. Ils ont trouvé un mot en langue mooré qui signifie "ce qui convient". Ce sont les vieux eux-mêmes qui ont trouvé le mot "qui convient" et qui signifie "le droit".

L'alphabétisation



Dans la collaboration avec les groupes de base, dans les débuts de nos actions, il y a des activités incontournables et principalement l'alphabétisation. Un groupe qui est encadré par nous doit être alphabétisé, parce que l'alphabétisation est un moyen de communication et que c'est un support aussi pour les autres formations. Donc, obligatoirement, on alphabétise. Il y a également le volet santé. Pas de santé, pas de développement. Toute la collaboration avec le service de santé et l'alphabétisation est suivie ou supervisée par les formateurs de la DPBAM (Direction provinciale de l'éducation de base et alphabétisation de masse), qui sont des agents de l'administration.



Cette alphabétisation se fait d'une manière intensive. La première phase, l'alphabétisation initiale, prend environ 50 jours avec une interruption de 4-5 jours après laquelle on pratique des tests. La deuxième phase prend 30 jours. Une fois cette alphabétisation complémentaire faite, c'est l'Institut National de l'Alphabétisation qui prend le relais pour la formation pédagogique.

Les femmes arrivent à se libérer pour participer à ces séances d'alphabétisation, parce que dès le départ Promofemmes assure une prise en charge. Avec cette prise en charge, nous parvenons à convaincre leur partenaire ; et la femme ne se tracasse plus de savoir *"qu'est-ce qu'ils vont manger, les enfants, à la maison"*.

Les droits des femmes

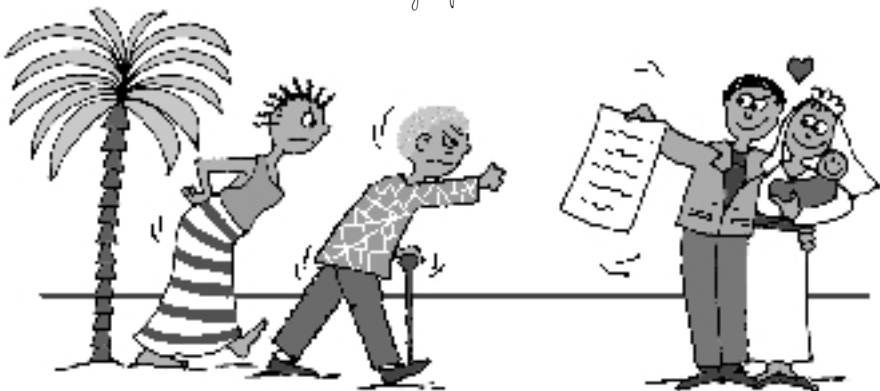


En dehors de l'alphabétisation et du volet santé, il y a le problème du droit de la femme. Nous avons trouvé que c'était incontournable parce que si nous sensibilisons les femmes et qu'on ne leur montre pas leurs droits, et qu'on ne leur montre pas leur citoyenneté, on n'aura pas fait tout le travail que nous devons faire. Au bout du compte, nous voulons les laisser s'autogérer. **Comment vont-elles pouvoir s'autogérer si elles ne connaissent pas leurs droits ? Elles vont faire encore comme dans le passé !**

A Promofemmes, nous avons trouvé que c'était une nécessité de parler du droit des femmes. Nous avons voulu commencer par parler des droits de la personne, nous avons voulu faire des références au code de la famille et des personnes. Pour nous animatrices, c'est évident que les femmes du milieu rural sont concernées par certaines dispositions du code mais on s'est rendu compte que ce n'était pas du tout ainsi. Pourquoi ? Parce que ces femmes-là, elles n'ont même pas d'existence juridique. Elles naissent et elles grandissent sans même que cela soit signalé. Elles n'ont pas de carte d'identité, elles n'ont rien !

Nous avons décidé de commencer par faire comprendre aux gens l'intérêt et la nécessité d'avoir des pièces d'identité. Nous parlons des gens parce que pour ce travail-là, nous ne nous sommes pas limitées aux femmes. On a été obligé de prendre tout le monde en compte. Là, comme pour le volet santé, on applique directement l'approche Genre. En animation en santé, nous sommes obligées de prendre tout le monde en compte. Il n'y a pas que la femme qui est concernée. Il faut que toute la maison soit concernée, sinon la pauvre femme qui était déjà la responsable de ce volet-là, on lui donne encore plus de travail, de charges. Alors on a pris en compte tout le monde, et on a dit aux hommes que c'est à eux aussi de veiller à la santé de la maison.

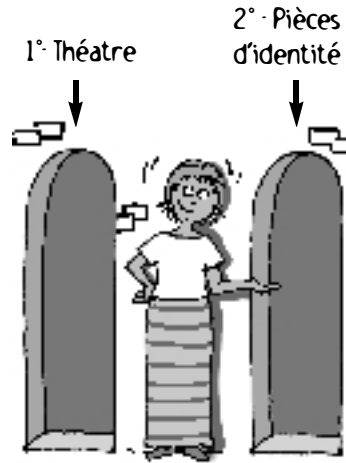
"Gempoaka"



Le théâtre-forum



En voulant parler de droit, nous avons compris qu'en tant qu'analphabète, c'est difficile de connaître ses droits, de comprendre ce que c'est, le droit. Nous avons réfléchi, on a pensé au théâtre-forum. On a cherché de l'aide et on a trouvé une ONG qui a accepté de financer la création d'une pièce de théâtre. Nous avons contacté l'atelier théâtre burkinabè. La pièce "Yempoaka" met en scène le problème du mariage précoce et forcé, le problème de lévirat (l'obligation pour une veuve d'épouser le frère de son époux défunt) et le problème de manque de pièces juridiques.



Les paysans comprennent plus facilement avec le théâtre. Ils ont l'occasion d'entrer dans la pièce et de devenir des acteurs. Ils disent alors ce qu'ils auraient fait à la place de tel ou tel acteur. Cela les amène à comprendre qu'il faut un changement. C'est une méthode efficace. Après "Yempoaka", dans le village de Wobrigéré à moins de 12 km de Ouagadougou, il y a eu 122 jugements supplétifs d'actes de naissance. 122, c'est fameux ! Il y a eu aussi délivrance de 196 pièces d'identité et 60 mariages célébrés le même jour.

Yempoaka




Le théâtre, nous trouvons que c'est très bien. C'est à travers le théâtre que ces gens, qui ne sont même pas alphabétisés, ont compris l'intérêt du changement et ont compris que ce qui s'est fait jusqu'aujourd'hui n'était pas une bonne chose. Dans "Yempoaka", on voit une jeune fille qui est admise à aller en sixième, mais son papa la retire de l'école pour la marier comme deuxième épouse à un vieillard. Ce vieillard meurt après l'accouchement du premier enfant de Yempoaka. Elle se retrouve veuve à 16 ans, avec un bébé. A 18 ans, elle peut se remarier avec son jeune amant qui l'aimait depuis toujours et qui l'a attendue. Le garçon l'amène à la Mairie pour célébrer un bon mariage. Alors quand la famille de son mari défunt réclame l'héritage du vieux et veut marier la jeune femme, le mari officiel exhibe son papier et c'est la garantie pour la femme. Elle peut continuer à vivre avec ce jeune homme qu'elle aime. Dans la pièce de théâtre "Yempoaka", on montre aussi comment la veuve - les deux veuves, d'ailleurs - ont été dépouillées de leurs biens par la famille du défunt. Ils ont tout pris. Ils se sont bagarrés pour la plus jeune, "Yempoaka". Par contre, la plus âgée, personne n'en voulait.

Le théâtre-forum, c'est quand le public est amené à monter sur scène, à prendre la place des comédiens et à jouer des rôles... C'est plus facile pour nos communautés de s'exprimer en jouant des rôles dans un théâtre qu'autrement. Cette idée de théâtre est venue au moment où on cherchait comment faire pour faire passer la communication sur le droit de la personne. Car même si on passe à la télé, tout cela reste entre nous. Les femmes du milieu rural ne sont pas concernées, elles ne regardent pas la télé et même ce qui se dit à la radio ne les atteint pas souvent parce qu'elles n'ont pas le temps pour écouter la radio. On les atteint quand elles sont dans les groupements ou quand elles en sont proches.

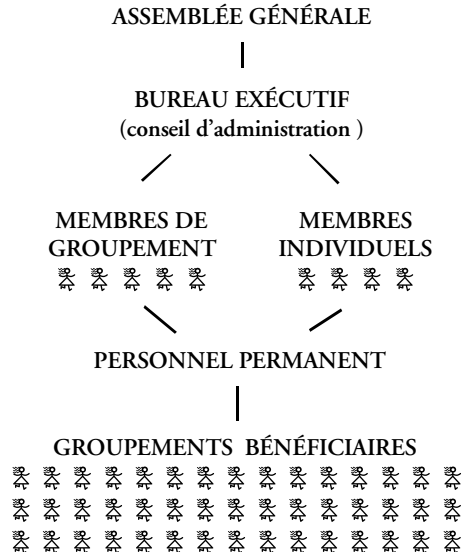
Dans la tradition, ce n'est pas seulement la femme qui n'a pas de droits, l'homme n'a pas de droits non plus. Ce sont généralement les chefs qui décident. L'histoire et l'idée du droit, c'est venu avec l'éducation ; sinon les droits, c'est quoi ? Le droit de vie, mais si on décide de vous tuer, on vous tue ! Ce qui se passe c'est que les femmes amènent des thèmes de droit à traiter mais c'est sous la forme d'un problème à résoudre. Par exemple, on accuse une femme de sorcellerie, c'est un thème de droit mais il vient sous forme de problème. C'est à l'intérieur de Promofemmes que l'on voit comment il faut adapter cela et comment il faut le traiter.

Notre méthode de travail



Nous avons huit animatrices de terrain, qui travaillent par groupes de quatre par zones. Chaque animatrice a une spécialité : une est responsable pour la **santé** ; une pour l'**alphabétisation** ; une autre, pour les **activités génératrices de revenus** et la quatrième, pour le **droit**. Chacune a son thème à développer. Elles passent de groupement en groupement (il y en a 45) avec les thèmes qu'elles discutent avec les femmes. Au niveau de l'association, il y a une réunion par mois qui regroupe toutes les animatrices avec le coordinateur ; une agente de communication est chargée de voir, sur le terrain, comment faire se rejoindre la communication entre la base et nous et elle est en même temps spécialisée en Genre. Au niveau des groupes de base, il y a une responsable en Genre.

STRUCTURE DE PROMOFEMMES



Nous travaillons par programmes de trois ans, financés par des partenaires

Avec deux groupes nous avons été amenés à ne pas travailler. Dans un groupe, par exemple, ce n'était pas possible qu'on puisse mener des activités de lutte contre l'ex-cision et qu'on parle des droits de la personne. Les vieux du village ont dit : "Non, on ne veut pas cela". Ce qui les intéressait c'est qu'on aide les femmes par exemple avec l'installation des moulins à grain, de forage, de banques de céréales etc. On leur a expliqué que ces aides et ces réalisations, nous les mettons en place pour aider les femmes à s'autonomiser, pour qu'elles aient du temps pour elles, pour aller à des réunions pour se former ; ce n'est pas le but de Promofemmes de faire des installations.

Quel impact au niveau de la citoyenneté ?



La manière dont les femmes pensent leur rôle dans la gestion de la vie sociale varie au niveau du village, au niveau du pays. Il y a les leaders qui ont eu la chance d'aller à l'école, pour elles c'est plus facile. Leur problème c'est de pouvoir accéder au pouvoir, aux lieux de prise de décisions. En milieu urbain, le problème se situe à ce niveau, sans oublier l'accès aux ressources économiques pour les femmes qui travaillent dans le secteur informel et ailleurs. En milieu rural, le problème c'est de survivre. La pauvreté est très, très grande ! Donc la question des droits ne se pose pas de la même manière partout, ni à tous les niveaux.

Nous sommes au stade de la prise de conscience et nous pensons que le stade de la responsabilisation et de la prise de décision va suivre, parce que pour pouvoir changer, il faut d'abord que les femmes aient confiance en elles-mêmes. Avant de pouvoir changer quoi que ce soit, il faut qu'elles connaissent réellement leurs droits et leurs devoirs. Nous avons aussi le poids de la tradition qui nous pèse dessus et nous sommes en train de lutter sur plusieurs fronts : il y a les religions, il y a les traditions et il y a l'ignorance. On n'est pas encore très avancé, même s'il y a des semblants de changements, tel que la liberté pour le mariage ou d'autres choses. C'est déjà un acquis mais il faut plus de temps pour qu'on voie si cela reste irréversible. C'est encore fragile. C'est comme le système démocratique en Afrique, c'est fragile. **Nous pensons que c'est une stratégie et un travail de longue haleine**. On est sûres que d'ici quelques années, on va pouvoir arriver à ce changement, mais nous ne pouvons pas dire dès aujourd'hui : "Voilà, il y a telles ou telles choses qui ont changé". Ce qui a changé, ça on en est sûr, c'est que les hommes acceptent de travailler avec les femmes. Avant, chacun travaillait dans son coin ; ce qui a changé, c'est qu'on est arrivé à ce que les hommes et les femmes travaillent ensemble. Là, au moins c'est un acquis.



IFFI a pour objectif de renforcer la participation des femmes dirigeantes dans l'élaboration des plans de développement pour que les politiques municipales répondent aux demandes spécifiques des femmes, ouvrant ainsi la voie à l'exercice de leur citoyenneté

Contact

Carmen Zabalaga

IFFI

Institut de Formation Intégrale de la femme

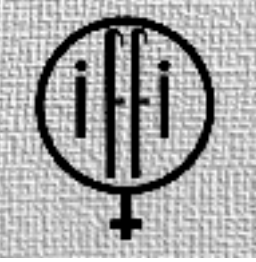
Calle Jordán E-0732 Casilla 2916

Cochabamba – Bolivie

Tél 591 4 22 21 12

Fax 591 4 25 13 03


E mail iffi@albatros.cnb.net



IFFI (Bolivie)

Les femmes dirigeantes et la gestion municipale à Cochabamba ·

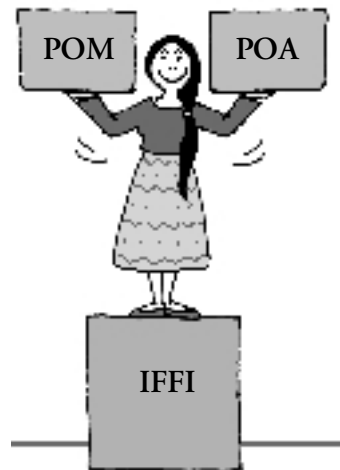
Qui sommes-nous ?

 Notre organisation, l'IFFI, est née en 1981, dans le but de favoriser l'incorporation des femmes dans les processus de développement local, grâce à des activités de production et de participation dans les organisations de quartier. Cette idée est présente chez nous depuis le début de notre institution, et nous avons choisi différentes stratégies en fonction du contexte politique et social du pays, des modèles de développement, et des conditions de vie des personnes avec lesquelles nous travaillons.

L'expérience que nous présentons ici a été menée avec des femmes dirigeantes d'assemblées de quartiers de 13 districts municipaux de la ville de Cochabamba, dans le cadre de notre projet "Femmes exerçant le pouvoir local à Cochabamba", financé par la Coopération canadienne (ACDI) entre août 1996 et juillet 1998.

Avec notre programme "Femme et Citoyenneté", nous nous sommes fixées comme objectif de renforcer la participation des femmes dirigeantes dans l'élaboration des plans de développement (POM) et des plans d'action annuels municipaux (POA), pour que les politiques municipales répondent aux demandes spécifiques des femmes, ouvrant ainsi la voie à l'exercice de leur citoyenneté.

Notre travail se renforce et s'enrichit grâce à la vision du développement centré sur le thème du Genre, et nous incite à mettre en œuvre et à approfondir de nouvelles stratégies d'éducation et de participation.



Un contexte positif pour la participation des femmes



Nous reconnaissons que le contexte national et international a favorisé le développement de notre expérience.

☛ D'une part, la nouvelle loi de participation populaire (et le processus pour la faire connaître à la population) est devenue un instrument qui permet aux hommes comme aux femmes de participer directement aux prises de décisions municipales. Ainsi, un scénario est établi, qui légitime et qui donne à la société civile le pouvoir de discuter avec les instances formelles du pouvoir local.

☛ D'autre part, les conférences et les conventions internationales qui incluent les femmes dans leurs plans d'action ont permis au mouvement des femmes de négocier avec l'Etat et la société civile bolivienne. La prise en compte de la perspective de Genre dans le discours sur le développement a obligé les gouvernements, les entreprises financières et les institutions, à voir la réalité d'un autre œil ; les diagnostics, les processus participatifs, les propositions, les politiques d'Etat et les ressources touchant au développement doivent, selon nous, être pensés en fonction des hommes et des femmes.

☛ Dans ce sens, l'un des éléments importants en Bolivie est l'attitude positive du Sous-secrétariat aux Affaires de Genre (SAG), qui est intervenu pour que soient adoptées des politiques publiques de Genre. Les diagnostics complémentaires en terme de Genre réalisés par le SAG ont contribué à donner des bases à la planification en Genre dans la Municipalité de Cochabamba.



☛ L'un des autres aspects bénéfiques durant la réalisation de "Femmes exerçant le pouvoir local", a été la négociation de la loi des quotas, car la dynamique sociale qui en est issue, a permis que les dirigeantes elles-mêmes revendiquent le droit à plus de participation des femmes (minimum 30 %) dans la politique. L'Article 5 de cette loi (N°1779) stipule que tous les partis politiques doivent insérer des candidatures de femmes à hauteur de 30 % dans leurs listes de candidats.

Nos objectifs



Avec les femmes dirigeantes, nous définissons et nous proposons activement les objectifs suivants

- ☛ **promouvoir** et rendre visible la participation des femmes qui font partie des assemblées de quartiers et du Comité de Surveillance pour un développement local plus équitable ;
- ☛ **incorporer** les demandes différenciées selon le Genre dans la formulation du plan municipal de développement et des plans d'action, par le biais d'ateliers de formation destinés aux assemblées de quartiers, aux Comités de Surveillance et aux femmes fonctionnaires municipales.

Éducation populaire et dialogue interculturel



Dans toutes nos activités d'éducation et de formation, nous nous basons sur l'éducation populaire et sur la pédagogie du dialogue interculturel. À partir de là, nous participons à la construction progressive de connaissances pour les ONG et pour les dirigeantes, ce qui permet de redéfinir les contenus à partir de la pratique elle-même. Ce processus garantit la durabilité et permet que le recueil de revendications et leur validation soient participatifs.

De cette manière, nous choisissons et nous planifions les thèmes abordés dans les ateliers et les sessions de formation :

- ☛ planification participative selon le Genre ;
- ☛ auto-évaluation et leadership ;
- ☛ droits humains et citoyenneté ;
- ☛ Genre, pouvoir et participation politique ;
- ☛ lois, mécanismes et conventions pour la défense des droits ;
- ☛ éducation populaire.

À la fin de ces sessions de formation, se sont exprimées les opinions suivantes :

*"je peux maintenant donner mon avis, en connaissance de cause",
et aussi "j'ai appris à me valoriser, j'ai plus confiance en moi".*

Nous avons élaboré six "carnets de travail" contenant les différents modules éducatifs proposés. Ils servent de matériel de référence et d'information, et surtout, de matériel de réflexion et de mémoire pour nous, hommes ou femmes, qui prenons part à cette expérience courageuse.

Nos stratégies

☛ COORDINATION AVEC DES INSTANCES DU POUVOIR LOCAL



Nous avons réalisé une coordination avec la Fédération des assemblées de quartiers (FEJUVE), avec le Comité de Surveillance, avec le programme autrefois appelé Programme municipal de la femme et de l'Unité des Affaires de Genre, avec la Commission de la femme et avec le Bureau du travail et du bien-être social du Conseil Municipal. Nous considérons que cela a été une stratégie fondamentale au regard des succès atteints. Elle a permis une alliance stratégique entre les différents sujets(tes) qui participent aux processus de planification du développement local. Pouvoir compter sur un espace institutionnalisé au sein de la municipalité accorde une durabilité à nos actions et au travail des dirigeantes de quartiers. Nous avons pu compter sur la participation d'une conseillère, responsable de la Commission de la femme du Conseil et directrice de IFFI, dans le travail de lobby à l'intérieur du Gouvernement Municipal. Nous comptons également sur l'appui du Président du Conseil Municipal de Cochabamba qui s'est exprimé, au terme du programme :

"Les femmes mobilisées par leurs revendications ont créé un conflit institutionnel, car pour nous, il ne s'agit pas seulement de recevoir et de prendre connaissance de ces revendications, il faut aussi y répondre et voir quel traitement pourra leur être appliqué, en dépit de nos ressources financières limitées".

☛ PROCESSUS ÉDUCATIFS DE RENFORCEMENT DU LEADERSHIP FÉMININ



Notre option politique et pédagogique d'éducation populaire, nous permet d'aller au-delà de l'information ou de la transmission, elle englobe la personne à partir de sa vision du monde culturelle, en prenant en compte la dimension intellectuelle, émotionnelle et spirituelle. Dans cette optique, la production de matériel éducatif devient un instrument qui renforce notre pouvoir en tant que femmes.

C'est ainsi que nous avons produit deux livrets contenant nos revendications présentées à la municipalité : 300 copies ont été transmises non seulement aux organisations de femmes, mais également aux fonctionnaires municipaux et aux dirigeants des organisations. Un tiré à part contenant "les revendications des femmes" a également été publié dans le journal le plus lu de la ville (15 000 exemplaires), afin de faire apparaître les propositions des femmes à la société civile de Cochabamba.

Nos revendications

- ☛ **La sécurité alimentaire** de nos familles, avec un contrôle des prix, de la qualité du pain et de l'hygiène des aliments !
- ☛ **Le droit à une vie saine et à un futur digne** , avec la fermeture des débits de boissons alcoolisées aux mineurs et quand ils se trouvent à proximité des écoles !
- ☛ **Le droit aux loisirs** , avec un encouragement des championnats sportifs et des activités culturelles pour les femmes !
- ☛ **L'égalité des chances et l'équité** , avec la création de maisons et/ou de centres pour la formation technique et professionnelle des femmes, en matière de lois, de droits, de leadership, de planification et de gestion !
- ☛ **Le droit à la participation** , avec l'accès à une information claire concernant la gestion municipale et les investissements dans nos quartiers !
- ☛ **Le droit à une vie saine et la diminution du travail des femmes dans leur foyer**, avec la mise en place de services d'eau et d'égouts et l'accès aux centres de santé !
- ☛ **Les droits économiques** , avec un appui municipal à la micro entreprise, au micro crédit, à la commercialisation artisanale et semi-industrielle
- ☛ **Les droits politiques** , avec un encouragement, de la part de la municipalité, à la participation des femmes dans les assemblées de quartiers et un soutien à la loi des 30 % , comme base minimum pour la participation des femmes dans les partis et les postes publics.

Nous avons également introduit des revendications par district municipal, en fonction de la particularité de chaque zone.

ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET DE LOBBY



Nous, les dirigeantes et les différentes instances de coordination, réalisons un travail constant de sensibilisation et de lobby envers les dirigeants et les autorités locales, sur l'importance d'introduire le thème du Genre dans la planification, les politiques et les plans municipaux.

Des ateliers de formation et de sensibilisation à la planification participative avec l'approche Genre sont réalisés, avec des dirigeants de la FEJUVE, du Comité de Surveillance, des membres de l'autorité et des techniciens municipaux.

Il convient de souligner le travail réalisé avec les techniciens et les techniciennes responsables de la planification participative dans 4 districts, qui ont accepté d'introduire, dans leur planification, des objectifs, des indicateurs et des activités qui traduisent explicitement les propositions des femmes.



Les femmes mobilisées exigent que leurs revendications soient prises en compte par les autorités locales

Nous soutenons les femmes dirigeantes dans leurs réunions avec les responsables des assemblées de quartiers, des Comités de districts et des Maisons Communales. Les revendications des femmes ont également été présentées au Maire, aux directeurs et aux chefs municipaux au cours d'une session spéciale du Conseil Municipal. Ce travail intense de sensibilisation et de négociation a permis de conclure des alliances significatives.

Ces actions, liées au travail de coordination avec le pouvoir local, ont permis d'introduire un pourcentage significatif de revendications des femmes dans les plans d'action de 1997 et de 1998.

PARMI CELLES QUI ONT PARTICIPÉ :

38,5 % sont femmes au foyer,
 26 % ont une profession,
 11 % sont étudiantes
 et les autres exercent différentes activités dans le commerce et les services.

20 % ont moins de 30 ans,
 31 % ont entre 31 et 40 ans,
 28 % ont entre 41 et 50 ans,
 21 % ont plus de 50 ans,
 66 % d'entre elles sont mariées.

Quels résultats en terme d'égalité ?



Les processus d'éducation préparés avec nos collègues dirigeantes et leaders, ont permis de connaître et d'avancer de nouvelles propositions pour l'exercice de la citoyenneté par les femmes. Ainsi, on a pu mettre en évidence les leaderships féminins à l'intérieur des assemblées de quartiers et ainsi augmenter le nombre de femmes dans des postes de direction. Mais certains cas (isolés !) se sont également produits, comme celui-ci :

"étant donné que maintenant, je donne plus facilement mon avis, on m'a ~~rejeté~~ de la direction, mais cela ne me décourage pas. À cela d'autres collègues ont affirmé : "peu importe ce qui arrive, nous, les femmes, nous sommes persévérantes dans notre lutte pour nos quartiers".

Nos résultats concrets

☛ En deux ans de vie de ce programme,

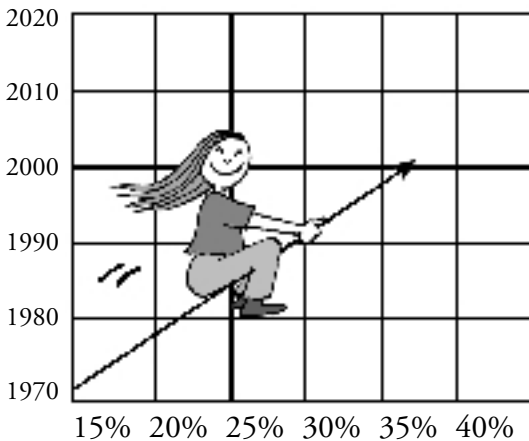
- 600 femmes leaders ou dirigeantes d'assemblées de quartiers, d'assemblées d'écoles et d'organisations de femmes de
- 13 districts de la ville de Cochabamba ont participé à notre programme. La plupart d'entre elles proviennent d'organisations mixtes où elles étaient responsables des aspects Genre, comptables ou communicatrices. Y ont aussi pris part :
- 50 membres du Comité de Surveillance et de la FEJUVE,
- 32 femmes conseillères (13 titulaires et 19 suppléantes) et
- 45 fonctionnaires municipales.

☛ Sur le nombre total de dirigeantes formées, 150 font désormais partie des directions d'assemblées de quartiers (aux différents postes : présidentes, vice-présidentes, secrétaires de relations publiques, secrétaires administratives, responsables du Genre ou de la comptabilité). Des cas tels que celui que nous raconte une dirigeante de quartier se sont même produits :

"nous sommes 13 femmes à avoir pris contrôle de l'intégralité de l'assemblée quartier !"



- ☛ La direction de la FEJUVE compte actuellement 33 % de participation féminine, alors qu'auparavant, elles n'étaient que 12 %.
- ☛ Sur les 16 personnes actives au sein de la FEJUVE, 6 sont des femmes (soit 37 % par rapport à 27 % antérieurement).
- ☛ De plus, 15 % des assemblées sont dirigées par des femmes, alors qu'auparavant elles n'en dirigeaient que 5,5 %.
- ☛ Au sein du Comité de Sur veillance, il n'y avait qu'une seule femme alors qu'aujourd'hui elles sont 4.



Participation des femmes dans la politique municipale

☛ Notre insertion dans le processus de planification et l'incorporation de nos revendications dans les plans de développement locaux nous ont permis d'introduire le thème de l'égalité de Genre dans la gestion municipale.

☛ Le processus de recueil des revendications, réalisé dans 13 districts, et leur incorporation dans la planification et dans les plans de développement de 4 districts, ont permis que la municipalité nous prenne en compte en tant qu'actrices du développement. Ainsi, des dirigeantes affirment :

"Nous les femmes, nous ne pensons pas seulement aux rues, nous nous demandons aussi comment nous allons faire pour que chaque membre de notre famille se développe", mais aussi :

"nous demandons ce que ne demandent pas les hommes. Ils s'occupent seulement des rues, de leurs terrains de foot. Nous, nous voulons aussi le développement des personnes".

☛ Une autre réussite significative a été la création de la Direction du Genre, qui dispose actuellement d'un plan de travail et d'un budget pour son exécution. Nous, les femmes, nous sommes devenues des interlocutrices directes du Conseil Municipal. Cela nous a conduit à conclure des alliances stratégiques, et nous avons obtenu des résultats concrets qui se traduisent par l'incorporation de nos revendications dans les plans d'action annuels. Comme l'expriment certaines de nos collègues :

"maintenant, je peux utiliser un langage technique et discuter avec les autorités de la municipalité", ou bien encore :

"maintenant, nous nous faisons entendre, avec nos revendications".

☛ Nous sommes aussi parvenues à sensibiliser différents acteurs du pouvoir local tels que le Maire, les membres du Conseil Municipal, du Comité de Surveillance et de la FEJUVE, qui ont intégré dans leurs discours et dans leurs propositions, une perspective de Genre. Ce sont des alliés importants pour nous.

☛ Par rapport aux conseillères du Département, nous avons réussi à renforcer le fonctionnement de leur association, qui dispose d'un plan en vue d'introduire le thème du Genre dans chacun de leurs conseils municipaux.

Conclusion

En conclusion, et de manière globale, nous pouvons affirmer que le plus grand succès réside dans le fait que les femmes sont devenues des actrices. Elles possèdent d'ores et déjà la capacité d'exiger et d'interpeller le gouvernement municipal et les autres organisations. C'est une condition nécessaire pour la réalisation de leurs droits. Nous pouvons désormais insérer nos revendications dans l'agenda public et proposer une nouvelle vision du développement qui prenne en compte la femme en fonction de ses différentes appartenances (classe sociale, âge, religion, milieu de vie et d'origine...).



L'APDF est née en 1991, à la Bourse de travail de Bamako, de l'idée que le travail syndical au service des travailleuses salariées pouvait aussi s'étendre à d'autres femmes des secteurs rural et informel. L'APDF, qui compte 25.000 membres, mène des actions sur les droits des femmes, contre les violences faites aux femmes, pour la lutte contre les mutilations génitales féminines ; elle fait du lobbying contre les textes juridiques discriminatoires à l'égard des femmes...

Contact

Fatoumata Siré Diakité

Présidente de l'APDF

Association pour le progrès et la défense des droits des femmes maliennes
BP 1740 Bamako – Mali

Tél/fax 223 23 23 62


E mail apdf@datatech.toolnet.org



APDF


(Mali)

Femmes et décentralisation au Mali

 La décentralisation est un concept qui semble à la mode depuis 1992-93 au Mali. La décentralisation est un "autre" mode de gestion par et pour les populations à la base. L'Etat, sans lâcher complètement les communautés à la base, leur transfère une bonne partie de ses prérogatives, de ses responsabilités dans la prise de décisions relatives à leur vie et à leur avenir et dans la mise en œuvre de ces décisions. L'intervention de l'Etat se limite, si nécessaire, à offrir des ressources humaines et techniques. La décentralisation du pouvoir vise à "responsabiliser" les populations à la base et à ramener le pouvoir à la base en le rapprochant davantage des populations.

Dans un pays où l'Etat a été omniprésent et omnipotent pendant plus de trois décennies, quels seront le rôle et la place des femmes dans cette œuvre gigantesque de responsabilisation des populations à la base ?

Education civique et politique des femmes

 C'est à cet exercice que l'APDF s'est livré et continue à se livrer depuis 1995, à travers plusieurs sessions d'information et d'éducation civique et politique des femmes sur "le leadership et la décentralisation au Mali, objectifs et enjeux pour les femmes" dans tout le pays. L'APDF a aussi réalisé une recherche sur le thème : "le rôle et la place de femmes dans les partis politiques", en vue des élections législatives de 1997 au Mali.

Ces activités visent à informer et former les femmes sur le concept, neuf, de la décentralisation afin qu'elles y participent et s'impliquent réellement dans tout le processus. Il s'agit de faire acquérir aux femmes des compétences et de l'expertise en matière de direction (leadership) pour qu'elles prennent leur place dans les instances décentralisées de prise de décision.

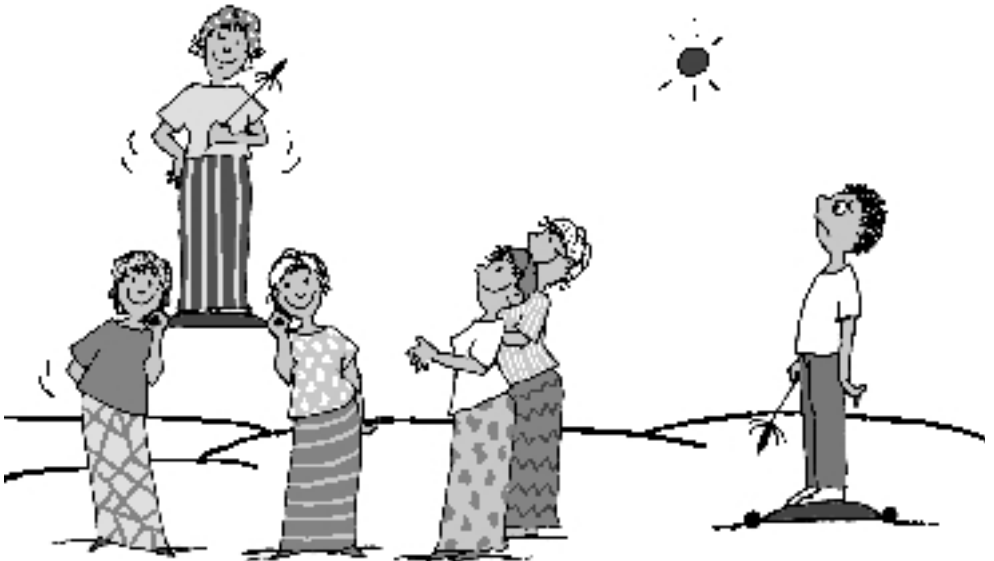
Femmes à part entière et à égalité avec les hommes



Nous voulons faire comprendre que, nous les femmes du Mali, sommes à part entière et à égalité avec les hommes. Nous constituons plus de la moitié de la population de notre pays, nos voix doivent compter à tous les niveaux de la gestion de notre cité.

Il est crucial que les femmes parlent par elles-mêmes au lieu que d'autres (les hommes) continuent à parler en leur nom comme cela a toujours été le cas au Mali. C'est une des séquelles de l'éducation traditionnelle qui impose à la femme de s'effacer en présence de l'homme. La gestion quotidienne de la "cité" porte sur le social et l'économie, deux aspects qui ont toujours été la responsabilité des femmes, particulièrement en milieu rural. Leur participation et leur implication au processus et aux instances de prise de décision de la décentralisation ne sont donc qu'une continuation et une reconnaissance de ce "travail" des femmes.

Avec l'existence d'une solidarité forte entre les femmes, particulièrement pendant les élections, les femmes doivent se soutenir, soutenir la candidature des femmes et donner leur voix aux listes qui présentent un plus grand nombre de femmes candidates et à des positions d'éligibilité. Nous devons continuer à aider et soutenir celles qui sont élues.



Les femmes doivent soutenir, la candidature des femmes

Les activités menées par l'APDF pour une reconnaissance effective par les autres et par les femmes elles-mêmes de leur citoyenneté portent des fruits. En effet, le nombre de femmes élues n'a jamais été aussi élevé au Mali (pour la première fois il y a 18 femmes élues à l'Assemblée Nationale, sur 147 députés).

Solidarité et citoyenneté



Une prise de conscience civique et politique réelle et visible s'est faite chez les femmes ; et certains hommes manifestent la crainte de ne plus pouvoir désormais manipuler les femmes politiquement. Ces dernières sont aussi déterminées à ne plus se laisser faire au sein des différents partis politiques.

La démocratie est un nouveau mode de gestion de l'Etat en cours en Afrique, au Mali et ailleurs. Doublée d'une bonne mise en œuvre de la décentralisation, elle pourrait permettre à notre pays de bénéficier de la compétence, de l'expertise et de la disponibilité de toutes ses citoyennes et de tous ses citoyens, éléments indispensables à son développement durable et humain.



Image de Matisse, illustrant le document du CLADEM

LE CLADEM est un ensemble de personnes et d'institutions qui travaillent en faveur de la promotion et de la défense des droits des femmes dans 17 pays latino-américains

Contact

Mónica de las Casas A.

CLADEM

Comité de Défense des Droits de la Femme d'Amérique latine et des Caraïbes

Bureau Régional

P.B 11-0470 Lima – Pérou

Tél 51 1 463 92 37

Fax 51 1 463 58 98

E mail cladem@chavin.rcp.net.pe



CLADEM

(Amérique Latine)

Présentation



La Déclaration Universelle des Droits Humains adoptée en 1948, après la Seconde Guerre Mondiale, a marqué le début d'une époque où les Etats s'engagent à respecter les droits des citoyens et à réaliser tous les efforts nécessaires pour garantir la paix dans le monde.

La reconnaissance des droits humains consacrés par cette Déclaration, est un préalable fondamental à l'exercice de la citoyenneté. Celui qui ne connaît pas ses droits ne peut exiger leur exercice.

50 ans après l'entrée en vigueur de ces normes, nous, les femmes, croyons qu'il est nécessaire d'introduire un nouvel instrument, qui nous fasse apparaître en tant que sujets, et qui inclue les avancées qu'ont connu les droits humains durant toute cette période, spécialement en matière de Genre et d'ethnicité.

Le CLADEM, Comité de Défense des Droits de la Femme d'Amérique latine et des Caraïbes, est un ensemble de personnes et d'institutions qui travaillent en faveur de la promotion et de la défense des droits des femmes dans 17 pays de la région.

Le CLADEM donne notamment priorité à la défense des droits humains et à leur diffusion large et étendue à tous : sans discriminer les personnes en raison de leur sexe, de leur appartenance ethnique, de leur race, de leur âge, de leur origine sociale ou économique, de leur religion ou de tout autre motif.

En raison de cet objectif, et parmi les initiatives proposées pour célébrer le 50ème anniversaire de la Déclaration Universelle, le CLADEM lance une campagne qui a pour but d'incorporer la perspective de Genre dans le discours sur les droits humains.



**Déclaration des droits de l'Homme dans l'optique de l'égalité des sexes :
contribution à la célébration du cinquantième anniversaire
de la Déclaration universelle des droits de l'Homme**

En décembre 1998, les Nations unies célébreront le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains. Consciente du grand retentissement de cet événement, le Comité d'Amérique latine et des Caraïbes pour la défense des droits de la femme (CLADEM) et d'autres organisations régionales et internationales ont élaboré un projet qui sera soumis pour adoption aux Etats membres de l'Assemblée générale.

Nous considérons que l'année 1998 est pour les Etats une occasion très particulière de réaffirmer l'importance qu'ils accordent à la reconnaissance et à la valeur des droits de l'homme, en tenant compte des perspectives nouvelles apparues au cours des dernières décennies, à savoir celles du sexe et de l'origine ethnique.

Tout comme la Déclaration de 1948 a constitué une charte morale pour la seconde moitié du XXe siècle, nous estimons qu'aujourd'hui, au seuil du nouveau millénaire, les Etats doivent se doter d'un autre instrument de protection internationale qui intègre les progrès enregistrés jusqu'ici sans pour autant invalider les résultats obtenus dans le cadre du précédent.

Préambule

Considérant que les droits de l'Homme procèdent d'une conception étroite de l'être humain en tant qu'individu mâle, occidental, blanc, adulte, hétérosexuel et nanti,

Considérant que, de ce fait, les droits des femmes, des peuples autochtones, des homosexuels et des lesbiennes, des enfants, des personnes âgées, des handicapés et d'autres groupes ont été restreints,

Considérant que nous sommes inspirés par une conception holistique de l'humanité, englobant tous ceux qui en ont été et qui en sont toujours exclus,

Considérant que les droits de l'Homme sont indivisibles, universels et interdépendants et que, dans le contexte mondial actuel caractérisé par l'aggravation de la pauvreté, de l'inégalité et de la violence, il est essentiel d'affirmer et de garantir convenablement la validité pleine et entière des droits environnementaux, génésiques, économiques, sociaux et culturels,

Considérant que l'adoption de cette déclaration n'empêchera pas le respect des engagements que les États ont pris en signant la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1943, ni ne compromettra la jouissance par tous des droits de l'Homme et des libertés fondamentales universellement reconnus, ni n'autorisera des actes portant atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des États,

Nous proposons que le présent projet soit dûment pris en considération par l'Assemblée générale lors de l'élaboration d'une déclaration pour le XXI^e siècle.

Citoyenneté

1.1) Les femmes et les hommes naissent tous libres et égaux en dignité et en droits.

1.2) Chacun peut se prévaloir des droits et des libertés proclamés dans la présente déclaration, sans distinction aucune, fondée sur la race, l'origine ethnique, l'âge, le sexe, la tendance sexuelle, l'incapacité physique ou mentale, la langue, la religion, l'opinion politique, l'origine nationale ou sociale, la situation économique, la naissance ou toute autre situation.

2.1) Tous les êtres humains ont droit à leur propre identité ainsi qu'à l'autonomie et à l'autodétermination dans toutes les sphères de leur existence. Le droit des femmes à une identité ne peut pas être altéré par le mariage.

2.2) L'esclavage, la servitude et la traite des femmes, des fillettes et des garçons, sous toutes leurs formes, y compris celles qui s'inscrivent dans le cadre des relations familiales, sont interdits.

3.1) La jouissance et l'exercice des droits civils et politiques dans des conditions d'équité et sans aucune discrimination sont garantis à tous les êtres humains.

3.2) Tous les êtres humains ont le droit de participer, dans des conditions d'égalité et d'équité, à des organisations professionnelles, politiques et sociales, et d'exercer des fonctions publiques, électives ou autres.

Rencontre-atelier Palabras/Palabras

INVITATION à une PALABRE

Mardi 17 novembre 1998
de 9h30 à 12h30

FEMMES DU SUD
ET DU NORD
ENSEMBLE
ECHOS DE LUTTES
POUR L'ÉGALITÉ



Amazone
10 rue du Méridien
1210 Bruxelles
Métro Botanique ou Madou



Une initiative du Monde selon les femmes

15 - 18 Novembre 1998

Durant trois jours, les associations féminines qui avaient déjà participé à la revue Palabras se sont réunies à Bruxelles, et ont échangé avec des personnes ressources issues d'ONG, d'associations et de mouvements féminins.

Les objectifs

Les objectifs de cette rencontre étaient nombreux...

LE PREMIER OBJECTIF était de se connaître et d'échanger entre personnes et associations, au-delà des contributions écrites à la revue.

Nous avons ainsi organisé un panel grand public à l'Amazone. 80 personnes ont pu entendre les réflexions de nos partenaires sur l'évolution des

relations de Genre, la vision des organisations de femmes sur le développement et les échanges entre le Sud et le Nord, ainsi que sur l'intérêt de travailler en réseaux.

- En quoi notre action assure-t-elle plus d'égalité entre hommes et femmes ?
- Quels rapports Nord/Sud mettons-nous en place dans notre travail ?
- Comment organisons-nous notre travail en réseau ? Quelles sont les difficultés, quels sont les apports de travailler en réseaux ?

LE DEUXIÈME OBJECTIF était d'échanger sur le contenu des thèmes abordés par Palabras : les violences contre les femmes, le développement rural durable, les revenus et l'emploi et enfin, la santé et les droits reproductifs. Il y eut une vingtaine de participantes à chacun des quatre ateliers. Durant ces ateliers thématiques, chaque association qui avait collaboré à la revue Palabras a présenté ses actions, qui ont été examinées à l'aide de la grille d'analyse des mouvements sociaux de José Bengoa, un

chercheur chilien. Il y eut ensuite un partage d'expérience avec des personnes ressources invitées par le Monde selon les femmes.

Le regard croisé Nord/Sud a permis à la fois d'interpeller, d'établir des liens et d'échanger des constats, des axes de réflexion et des méthodes d'interventions...

LE TROISIÈME OBJECTIF était d'amorcer une réflexion sur les méthodes d'animation liées au recueil de récits : comment s'élaborent les récits (récits de vie, récits de groupes), quel est l'impact de leur diffusion, qu'apporte le regard croisé de Palabras, comment utiliser la revue comme outil d'animation et de sensibilisation au Genre et au développement Nord/Sud, comment amplifier l'action de la revue Palabras, comment mettre la revue en connexion avec d'autres supports de communications (vidéo, affiches, théâtre-action...) ?

Nous avons invité des professionnels de la communication qui nous ont interpellées et nous avons échangé nos supports et nos expériences dans le domaine de la communication.

Nous avons aussi, en soirée, échangé des méthodes et techniques de formation et sensibilisation sur le Genre.

LE QUATRIÈME OBJECTIF était d'entamer une réflexion sur un réseau Palabras et de proposer des pistes pour son organisation.

Ensemble, nous avons élaboré quelques axes de collaborations futures :

- les échanges de contenus, valorisant aussi les réflexions théoriques du Sud, et de méthodologie ;
- la circulation de l'information entre nous (Sud-Sud et Sud-Nord) ;
- la mise en œuvre d'activités communes afin de renforcer le travail de chaque groupe de femmes participant à Palabras et d'assurer une visibilité du Réseau Palabras. Il a été décidé d'axer des actions communes autour de la marche mondiale des femmes de l'an 2000.

Ce fut une véritable réussite. Et cette rencontre fut aussi fatigante, remplie de discussions, d'échanges, de fous rires et de moments de convivialité partagée, le tout sous un beau soleil... dans un brassage de points de vue, de langues, de sensibilités, au-delà des continents.

Nous nous sentons impliquées et nous espérons d'ores et déjà pouvoir prolonger ces contacts dans les activités du Réseau.

Le Réseau Palabras : informations



NOVEMBRE 1998, une rencontre riche d'échanges interculturels

☛ Les échanges de novembre feront l'objet d'un compte-rendu détaillé qui est en voie de finalisation. Lors de ces rencontres, il a été suggéré que le Réseau Palabras fasse circuler de l'information sur la Marche mondiale des femmes de l'an 2000. C'est pour cela que nous joignons les revendications de la Marche à cet envoi de Palabras.



☛ Pour plus d'informations, visitez le site Web de la marche : www.ffq.qc.ca/marche2000

☛ Le Réseau Palabras a aussi été invité à participer à un autre réseau, mis en place par Mensenbroeders (Belgique), le réseau thématique "Genre et mondialisation", qui organise sa première rencontre en Belgique en septembre 1999.

Appel à contribution

Dans les prochains numéros, nous avons l'intention de traiter les thèmes suivants :

- les femmes dans la ville
- la production artistique au féminin
- les femmes en migration
- les organisations d'appui aux femmes,
- les femmes et les médias

Recueil de récits

Nous désirons diffuser des récits issus des trois continents (Europe, Amérique latine, Afrique) qui pourront ainsi être mis en parallèle ou en perspective.

Voici quelques propositions pour recueillir un récit auprès d'un groupe pour le projet Raconter et Écrire.

- Qui compose le groupe, qu'est-ce qui fait son identité ? Que faites-vous ensemble ?
- Quelle est l'histoire du groupe : quand et comment s'est-il constitué ? Dans quel contexte (politique, économique, ...) votre groupe est-il né ?
- Quelle est la participation au sein de votre groupe ? Comment fonctionne-t-il ?
- Description du combat mené : autour de quoi votre groupe s'organise-t-il, comment faites-vous ? Quels rapports a votre groupe avec d'autres groupes au niveau local, national voire international ? Quelle

est la vision des relations entre le Nord et le Sud ?

- Quel changement social souhaitez-vous obtenir ? Quel est votre projet ? Quels pouvoirs ? Quelle démocratie participative (quelle citoyenneté) ?
- Comment votre action collective modifie-t-elle les rapports entre hommes et femmes vers plus d'égalité ?

- Effets et conséquences de l'organisation et de l'action du groupe : effets pour votre groupe lui-même, effets pour chacune de ses membres, effets sur le contexte ?

- Comment voyez-vous l'avenir : pour votre combat, pour votre groupe ?

Des idées ? Des commentaires ? Un récit à transmettre ?

Vous pouvez l'adresser par écrit, en espagnol ou en français, à Hélène Ryckmans.

Les textes comporteront environ cinq pages et seront transmis, si possible, sur support informatique avec un logo, les coordonnées du groupe et des photos si vous en avez.

© Le Monde selon les femmes

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditrice.

« Parce qu'on nous condamne
au silence, je crie l et ici »

Luz Garcia Ocampo

Palabras/Palabres est édité avec l'aide et le soutien de :

- la Commission des Communautés Européennes
- Direction générale du développement,
- la Fondation Talithakoum,
- le ministère de la Communauté française de
Belgique - Service de l'égalité des chances,
- le CNCD - Centre national de coopération au
développement
- le fond « 1% d'ONG » d'écolo

Le Monde selon les femmes

Quai du Commerce, 9

B - 1000 Bruxelles – Belgique

Tél. 32 2 250 12 62

Fax 32 2 250 12 63

E mail info@mondefemmes.org

Pour vous abonner à Palabras,
envoyez-nous vos coordonnées : chaque numéro paru
vous sera envoyé avec une formule de virement

D/199/792603 - ISSN 1378 - 598X